



SOMMAIRE

Point 21 de l'ordre du jour :

Question de Corée (*suite*) :

- a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée;
- b) Problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée: rapport du Gouvernement de l'Inde..... 27

Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Corée (A/3172, A/3203, A/C.1/L.158, A/C.1/L.159) [suite] :

- a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée;**
- b) Problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée: rapport du Gouvernement de l'Inde**

1. M. URQUIA (Salvador) estime qu'il ne serait que juste et courtois, de la part de l'Assemblée générale, d'adresser ses félicitations et ses remerciements aux Gouvernements de l'Inde, de l'Argentine et du Brésil pour l'aide qu'ils ont apportée à la solution du problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée. Le projet de résolution commun présenté par l'Equateur, le Venezuela et le Salvador (A/C.1/L.159) n'appelle aucun commentaire. Le projet de résolution des États-Unis (A/C.1/L.158) envisage la question de Corée sous l'angle politique, tandis que le projet de résolution commun ne concerne que le problème d'ordre humanitaire des anciens prisonniers de la guerre de Corée.

2. M. JAMALI (Irak) dit que sa délégation a toujours applaudi à l'intervention des Nations Unies en Corée, y voyant une mesure conforme aux principes de la Charte et une contribution importante au maintien de la paix et de la sécurité. Il déplore que les Nations Unies n'aient pas été en mesure d'appliquer dans toutes les parties du monde ce même principe de l'action immédiate. Si l'invasion de l'Égypte par Israël avait été immédiatement neutralisée, comme en Corée, par une intervention armée, la situation dans le Moyen-Orient en eût été changée.

3. Le maintien du partage de la Corée est la conséquence directe des desseins communistes de pénétration et d'expansion dans le monde. C'est parce que les communistes ont rejeté toutes les pratiques d'une libre démocratie que la Corée a été divisée en deux: le Nord et le Sud. La Corée, l'Allemagne et le Viet-Nam montrent de façon typique ce qu'est la domination communiste. Ces pays ont été fâcheusement divisés en deux, malgré le vœu et l'opinion de leurs habitants. Le communisme souhaite une Corée unifiée, mais unifiée sous le communisme, ce qui en ferait un satellite de la Chine

communiste. M. Jamali a lu sans surprise, dans le rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (A/3172), qu'aucun changement essentiel ne s'est produit depuis la publication du rapport précédent (A/2947), dans lequel la commission déclarait qu'elle n'était toujours pas en mesure de contribuer à la réalisation de sa fin principale, l'unification de la Corée.

4. La délégation de l'Irak estime que l'Organisation des Nations Unies doit s'en tenir aux principes suivants: premièrement, il faut faire comprendre aux communistes que les Nations Unies n'entendent tolérer aucune agression, où que ce soit dans le monde; deuxièmement, l'Organisation doit être prête à protéger la République de Corée contre une nouvelle invasion venant du Nord; troisièmement, il faut convaincre la Corée du Nord et la Chine communiste qu'elles ne réussiront pas à imposer leurs vues à l'Organisation des Nations Unies par la force. M. Jamali estime que l'Union soviétique pourrait très bien conseiller à la Chine communiste et à la Corée du Nord de changer d'attitude et d'appliquer les résolutions des Nations Unies. Il estime, d'autre part, que la Commission des Nations Unies doit continuer ses travaux et que l'on ne doit permettre aucun relâchement des efforts entrepris en faveur de la paix. Il est fermement convaincu que, s'il n'y avait pas eu de domination communiste en Corée du Nord, la République de Corée aurait été l'interprète fidèle des aspirations nationales de tous les Coréens. Le retrait complet de toutes les troupes de volontaires étrangers qui se trouvent dans la Corée du Nord doit être suivi d'élections libres dans toute la Corée, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Pour ces motifs, M. Jamali appuie le projet de résolution présenté par les États-Unis et souscrit au projet de résolution présenté par l'Equateur, le Salvador et le Venezuela.

5. M. SERRANO (Philippines) se félicite de l'heureuse solution donnée au problème des 88 anciens prisonniers de la guerre de Corée que le Gouvernement de l'Inde avait pris en charge temporairement. Il souhaite que l'on puisse résoudre avec le même succès toutes les difficultés de la question de Corée. Malheureusement, il n'y a eu guère de progrès substantiels, et l'on est encore très loin du but déclaré: l'unification de la Corée grâce à des élections libres tenues sous la surveillance des Nations Unies.

6. Il est triste de lire, dans le dernier rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, que les Coréens du Nord n'ont pas manifesté la moindre intention d'accepter les principes posés par les Nations Unies. En suspendant provisoirement, en mai 1956, les équipes d'inspection de la Commission neutre de contrôle, le Commandement des forces des Nations Unies visait incontestablement à mettre fin au contrôle militaire exercé sur l'un des camps, puisqu'il était impossible d'imposer à l'autre un contrôle analogue.

7. Le temps n'a pas atténué l'intransigeance des communistes, et on court désormais le risque de voir le peuple coréen divisé en permanence. La question de Corée n'a rien perdu de sa gravité et demeure au premier plan des problèmes de la guerre ou de la paix. Cette question impose une lourde responsabilité aux Nations Unies. Le poids n'en a pas été allégé par l'échec de la Conférence politique sur la Corée (Genève, 1954), laquelle n'a donné aucun résultat pratique, bien qu'elle ait réaffirmé le désir des Nations Unies de créer une Corée unifiée, indépendante et démocratique. A Genève, le bloc communiste a repoussé ouvertement les deux principes fondamentaux : la primauté de l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies porte à la Corée et son droit de surveiller des élections libres dans ce pays ; il a ainsi détruit la base de tout accord sur l'unification de la Corée.

8. M. Serrano constate que ni la Corée du Nord ni l'Union soviétique n'ont manifesté la moindre intention de modifier leur position actuelle. Quatre ans après la signature de la Convention d'armistice (S/3079, appendice A), les ingrédients d'une guerre ne sont que trop présents dans la péninsule coréenne. Le réarmement s'est poursuivi sans relâche dans la Corée du Nord, en violation flagrante de la Convention d'armistice. Il faut songer à reconstituer la Commission neutre de contrôle afin qu'elle remplisse effectivement les fonctions qui lui incombent en vertu de la Convention d'armistice.

9. La délégation des Philippines affirme qu'il faut chercher par tous les moyens à résoudre graduellement ou définitivement la question si ardue que pose la Corée. M. Serrano puise un certain espoir dans les progrès réalisés par la République de Corée en tant que nation, et il estime que la réussite de la République de Corée constitue un argument de poids en faveur de la démocratisation de toute la péninsule. L'Organisation des Nations Unies pourrait être d'un certain secours, à cet égard, en admettant dans son sein la République de Corée. Non seulement la République de Corée a tenu avec succès des élections libres et a prouvé amplement qu'elle était capable de se donner un régime représentatif, mais elle est sur le point d'atteindre à la stabilité économique et en train de consolider sa position d'Etat national. Le représentant des Philippines espère que l'admission de la Corée comme Membre de l'Organisation des Nations Unies facilitera le règlement définitif de la question de l'unification de la Corée, soit au moyen d'élections libres organisées sur toute l'étendue du territoire, soit par un processus d'assimilation des Coréens du Nord, qui aspirent à la liberté autant que les Coréens du Sud.

10. La délégation des Philippines appuiera donc le projet de résolution des Etats-Unis.

11. M. Krishna MENON (Inde) traite tout d'abord de l'alinéa b de la question figurant à l'ordre du jour. Il déclare que les mots "anciens prisonniers" sont purement descriptifs, le Gouvernement indien n'ayant jamais admis que les intéressés soient d'anciens prisonniers : ils ont été amenés de Corée dans des circonstances qui ne laissaient à l'Inde aucun choix. Résumant le rapport de son gouvernement (A/3203), M. Krishna Menon relève que, sur un total de 88 prisonniers, 2 ont été rapatriés en Chine et 6 en Corée du Nord ; 55 ont été envoyés au Brésil et 9 en Argentine, selon leur choix ; 16 anciens prisonniers restent dans l'Inde. Sur ces derniers, 9 ont opté pour le Mexique, 2 ont opté pour l'Argentine, mais n'ont pas été jugés aptes du point de vue médical, et 5 ont opté pour l'Inde.

Cinq de ceux qui avaient opté pour le Mexique désirent maintenant se rendre en Argentine. M. Krishna Menon demande au Secrétaire général de poursuivre les négociations à ce sujet, afin d'éviter tout nouveau retard. Il indique qu'il a été continuellement en pourparlers avec le Gouvernement du Mexique et exprime l'espoir que celui-ci prendra bientôt une décision favorable.

12. Touchant le rapport de la Commission neutre de rapatriement (A/2641), M. Krishna Menon note que l'Assemblée générale ne l'a jamais examiné, bien que son gouvernement l'en ait prié à maintes reprises. Le Gouvernement de l'Inde n'a pas trop insisté, de peur que la discussion ne conduise à des controverses qui ne faciliteraient pas la solution de la question de Corée. C'est pourquoi M. Krishna Menon déclare, au nom de son gouvernement, que l'Organisation reste saisie du rapport de la Commission neutre de rapatriement et qu'elle devrait le discuter au moment opportun.

13. Passant à l'alinéa a de la question à l'examen, soit le rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, M. Krishna Menon déclare que le projet de résolution des Etats-Unis semble peu propre à atteindre le but visé. Il annonce que sa délégation n'a pas réussi à persuader la délégation des Etats-Unis de modifier ce projet de résolution afin que l'Inde puisse l'appuyer, mais qu'elle a décidé de ne pas y proposer d'amendement. La raison en est que sa délégation désire réduire les controverses au minimum. M. Krishna Menon ne pense pas qu'une résolution de ce genre puisse changer quoi que ce soit au problème, lequel doit être réglé par une discussion politique, dans un esprit réaliste. Commentant le projet de résolution, il fait remarquer qu'au paragraphe 2 du dispositif le principe des élections générales libres en Corée, auquel son gouvernement souscrit volontiers, se trouve limité par la méthode très particulière qu'a envisagée la déclaration finale de la Conférence de Genève et qui consiste à placer ces élections sous la surveillance des Nations Unies. On aurait laissé la voie plus largement ouverte aux efforts destinés à atteindre l'objectif de l'unification si l'on avait mis un point final au paragraphe après le mot "objectifs". Au paragraphe 3 du dispositif, on est allé plus loin que les années précédentes en chargeant la Commission des Nations Unies d'observer les élections dans l'ensemble de la Corée, ce qui est une disposition nouvelle. De l'avis de M. Krishna Menon, une telle décision ne permettra ni de servir les fins des Nations Unies, ni de réaliser l'unification de la Corée. Ce serait une grave erreur de créer, comme un sous-produit de la résolution, une "commission des élections" qui ne pourrait pas fonctionner : la question de la surveillance des élections devra être réglée à la suite de la discussion politique. Une telle disposition ramènerait le problème au point où il en était en 1950, lorsque la Commission a été chargée de surveiller les élections dans l'ensemble de la Corée. A cette époque, les Coréens du Nord ont refusé à la Commission l'accès de leur territoire. D'autre part, le paragraphe 3 demande également à tous les Etats et à toutes les autorités de faciliter la tâche à la Commission — d'aider la Commission à entrer en Corée du Nord, en en forçant l'accès. La question ne pourra être vraiment réglée que par l'accord des deux parties. M. Krishna Menon fait une distinction entre les principes de la Charte, auxquels son gouvernement témoigne le plus grand respect, et telle ou telle résolution que peut adopter l'Organisation ; il ajoute que toute décision prise doit être adaptée aux circonstances du moment.

14. La Corée a été divisée en 1945 parce que les grandes puissances pratiquaient ce que l'on appelle la politique de puissance. La division en Corée du Nord et Corée du Sud n'est l'œuvre ni des Coréens ni de l'Organisation des Nations Unies, et elle n'a pas été non plus causée par la guerre. L'avenir de ce pays réside dans la réunion du Nord et du Sud, avec l'accord des populations. Toutes les décisions des Nations Unies ont tendu à établir, par des moyens pacifiques, une Corée unifiée, indépendante et démocratique. Personne, en dehors de la République de Corée, n'a parlé de réaliser l'unification par la force. M. Krishna Menon mentionne des déclarations que le Président de la République de Corée, M. Syngman Rhee, a faites en 1955, aux Etats-Unis d'Amérique, pour demander au peuple américain de réaliser l'unification de la Corée par la force.

15. En cherchant à atteindre son objectif principal, l'unification de la Corée, l'Organisation des Nations Unies a toujours pris pour base l'existence de deux Corées — sans tenir ce partage pour définitif, mais en estimant qu'il y avait, *de facto*, deux Corées, que l'avenir devait réunir. Néanmoins, le représentant de la République de Corée a répété, à la séance précédente, qu'il faut abolir la Convention d'armistice. Seule, l'attitude très ferme des Etats-Unis d'Amérique a empêché, depuis le début, que l'armistice ne soit rompu. M. Krishna Menon rappelle que la République de Corée n'a pas signé la Convention d'armistice, bien qu'elle ait été parmi les belligérants; à proprement parler, elle est toujours en guerre avec la Corée du Nord, puisqu'il n'y a pas eu de paix entre les deux régimes.

16. L'objectif des Nations Unies en Corée a été d'arrêter l'agression sur le 38ème parallèle et d'établir un armistice comme premier pas vers l'unification. Si l'Organisation des Nations Unies veut réaliser l'unification, il faut qu'il y ait des négociations directes entre les deux parties, ou bien l'Organisation doit tracer un programme qui permette de telles négociations. M. Krishna Menon déclare, particulièrement à l'intention des Etats-Unis d'Amérique, que la chose ne devrait pas soulever de grandes difficultés. Il rappelle qu'à la Conférence politique sur la Corée, à Genève, les représentants de la Belgique, de la France et du Canada ont parlé de la possibilité de conduire des négociations et de procéder à des élections libres en vue d'unifier la Corée, sous une forme de surveillance internationale qui fût acceptable pour les Nations Unies. Le Gouvernement de l'Inde considère qu'il est indispensable pour réaliser l'unification de la Corée de tenir des élections libres — ce qui suppose scrutin secret, liberté de la propagande, suffrage universel et délai suffisant pour la campagne électorale. Une surveillance internationale est importante, mais cela ne signifie pas nécessairement surveillance des Nations Unies, encore qu'une telle surveillance puisse prendre des formes variées que l'on pourrait rendre acceptables pour l'autre partie. Il est toujours possible de confier cette surveillance à un groupe d'Etats que les deux parties pourraient accepter, et au sein duquel la question du droit de veto ne se poserait pas. Pour que les élections se fassent pacifiquement, il faut que l'appareil administratif prête son concours de part et d'autre.

17. Reste à préciser l'objet des élections. Le Gouvernement de la Corée du Sud propose d'élire des députés à son parlement, mais telle n'est pas la position des Nations Unies. Il est nécessaire d'avoir, sous une forme quelconque, une assemblée constituante, qui puisse rédiger une constitution; pour cela, le consentement de

l'autre partie est nécessaire. En ce qui concerne la question de la représentation de l'une et de l'autre partie, la décision doit être fondée, *grosso modo*, sur le chiffre de la population. La Corée du Nord compte peu d'habitants, la Corée du Sud en a beaucoup. Il appartient aux deux parties de se mettre d'accord. M. Krishna Menon estime que la pression de l'opinion mondiale amènera la Corée du Nord à accepter cette idée. Ensuite, l'assemblée constituante pourrait décider soit d'accepter l'une ou l'autre des deux constitutions, soit de trouver quelque autre méthode, les deux administrations continuant à fonctionner dans l'intervalle.

18. En ce qui concerne l'admission de la Corée à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de l'Inde s'est prononcé à la dixième session en faveur de l'admission de nouveaux Membres, à l'exclusion des pays qui posaient un problème d'unification. Ceci s'appliquait à l'Allemagne, au Viet-Nam et à la Corée.

19. Touchant les libertés publiques en Corée du Nord, M. Krishna Menon fait observer qu'il est difficile, pour l'Organisation des Nations Unies, d'être renseignée sur ce qui se passe dans cette partie du pays. Il n'est pas moins nécessaire de s'enquérir de la situation qui règne dans l'autre partie. M. Krishna Menon cite un article que Mme Dorothy W. Allan, du Korean Affairs Institute, de Washington, a publié dans le *Washington Post* du 21 mai 1956, et qui exprime des doutes sur certaines mesures prises par les autorités de la Corée du Sud.

20. M. Krishna Menon exprime l'espoir que les Etats-Unis d'Amérique encourageront l'idée de contacts officiels entre les deux parties, en vue de développer et d'unifier leur commune patrie. La délégation de l'Inde s'est abstenue de présenter des amendements au projet de résolution des Etats-Unis, pour éviter toute controverse. L'essentiel n'est pas de proposer des amendements formels, ni de rechercher telle ou telle formule. L'essentiel, c'est que la Corée du Nord et la Corée du Sud aient la volonté de se réunir, de reconnaître les différends qui les séparent actuellement et qui devront être aplanis, et d'abandonner toutes ces idées d'abolition de la Convention d'armistice, d'envoi de renforts, pour ce qui est du Sud, et de prétendus stocks d'armements croissants, pour ce qui est du Nord. L'Organisation des Nations Unies doit poursuivre sa tâche d'unification, car, en laissant la Corée divisée, elle créerait un nouveau risque d'explosions dans le monde.

21. Sir Percy SPENDER (Australie) considère que la question de Corée relève tout spécialement de l'Organisation des Nations Unies; il demande instamment que l'Organisation ne laisse pas faiblir avec le temps sa ferme volonté d'atteindre les buts élevés pour lesquels elle a participé à la guerre de Corée. Il met l'Assemblée en garde contre les requêtes des pays communistes, qui demandent à l'Organisation des Nations Unies de formuler de nouvelles propositions, alors que les autorités de la Corée du Nord non seulement n'ont tenu aucun compte des vues de l'Assemblée, mais ont violé, à de fréquentes reprises, les termes de la Convention d'armistice qu'elles s'étaient solennellement engagées à respecter. Le représentant de l'Australie ajoute que ces demandes visent uniquement à mettre à l'épreuve la patience de l'Organisation des Nations Unies et à la pousser à se rapprocher encore de l'objectif des communistes, qui est l'installation d'un Etat communiste dans la Corée tout entière.

22. En ce qui concerne la question d'élections libres en Corée, l'Organisation des Nations Unies a toujours soutenu qu'elles devaient avoir lieu sous sa surveillance

et avoir pour objet d'élire des représentants qui siègeraient dans une assemblée nationale où la représentation serait proportionnelle au chiffre de la population autochtone dans les différentes parties de la Corée. Quant aux communistes, ils proposent seulement que les deux camps soient représentés en nombre égal dans une prétendue "commission pancoréenne", qui serait chargée de préparer et de diriger les élections, sous la surveillance internationale d'un simple organisme, comprenant un nombre égal de pays communistes et de pays non communistes et qui ne prendrait des décisions qu'à l'unanimité. L'Organisation ne doit pas se prêter à une procédure d'un tel cynisme, qui ne peut aboutir qu'à une "solution" du type tchécoslovaque ou hongrois. Il souligne que la délégation australienne n'adopte pas une attitude intraitable; elle est prête à examiner avec le plus grand soin toute autre proposition qui permettrait aux habitants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud d'exprimer impartialement leurs désirs, sous le contrôle, exercé selon une procédure acceptable, de l'Organisation des Nations Unies. Il demande s'il n'existe pas une forme de contrôle des Nations Unies qui puisse être acceptée par les représentants de pays communistes.

23. Passant en revue les actes des communistes — qui, à son avis, ont délibérément et cyniquement refusé de tenir compte de la Convention d'armistice en Corée — sir Percy Spender déclare qu'il est inutile d'envisager une autre conférence politique sur la Corée tant que les autorités de la Corée du Nord n'auront pas montré un certain respect des principes des Nations Unies et fait honneur aux engagements qu'elles ont pris en signant la Convention d'armistice. A ce propos, le représentant de l'Australie énumère un certain nombre de violations des clauses militaires de la Convention d'armistice, et avertit les communistes qu'ils ne doivent pas compter pouvoir poursuivre indéfiniment avec impunité leurs violations ou penser que l'Organisation des Nations Unies ne demandera aucune réparation.

24. Il ne saurait être question de concessions, même pour arriver à un résultat aussi important qu'un règlement en Corée, à moins que l'autre partie ne se montre disposée à faire des concessions raisonnables et à respecter ses engagements. Le représentant de l'Australie affirme une fois de plus que son gouvernement s'en tient strictement à la "Déclaration des Seize" en date du 15 juin 1954 (A/2786, annexe) et aux termes de la Convention d'armistice. Il ajoute que sa délégation approuve le projet de résolution présenté par les Etats-Unis et que son gouvernement a l'intention de continuer à participer aux travaux de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.

25. M. PERERA (Ceylan) déclare que sa délégation se sent tenue d'appuyer en principe le projet de résolution présenté par les Etats-Unis du fait qu'il demande l'unification de la Corée, bien que personnellement il pense, comme le représentant de l'Inde, que ce projet ne va pas assez loin. Parlant de l'appui que sa délégation a donné antérieurement à la proposition tendant à inviter les représentants de la Corée du Sud et de la Corée du Nord à participer au débat (814ème séance), il fait observer que l'attitude qui consiste à envisager la question de Corée de façon unilatérale est à la fois futile et pleine de danger pour l'Extrême-Orient.

26. Le Gouvernement de Ceylan est persuadé que la détermination du peuple de Corée et le fait que la Convention d'armistice n'a pas été dénoncée par la Corée

du Nord permettent d'espérer que la Corée pourra devenir indépendante. M. Perera signale, à ce sujet, que les paragraphes 9 et 10 du rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée contiennent des éléments qui permettraient d'arriver à une solution. A son avis, le paragraphe 3 du projet de résolution des Etats-Unis ne tient pas compte des développements que la commission a indiqués dans son rapport. Il estime que le paragraphe 3 du dispositif devrait être élargi de façon à prévoir un programme concret qui accorderait à la Corée du Nord le même statut qu'à la Corée du Sud. La délégation de Ceylan est en faveur, notamment, de la réunion d'une conférence des chefs de gouvernement des quatre grandes puissances, analogue à celle qui s'est tenue à Genève en 1955, afin de résoudre la question de Corée. M. Perera n'est pas sûr qu'il y ait contradiction entre le désir exprimé par le peuple de la Corée du Nord d'organiser une conférence en dehors du cadre des Nations Unies et les dispositions de l'article 60 de la Convention d'armistice. Il ajoute qu'il serait absurde de rechercher une solution au problème de Corée sans tenir compte de l'existence de la République populaire de Chine.

27. M. CARBAJAL VICTORICA (Uruguay) annonce que sa délégation appuiera le projet de résolution des Etats-Unis. Ce projet n'est pas une panacée, mais c'est le seul que l'on puisse mettre sur pied dans les circonstances actuelles, étant donné qu'il ne faut pas résoudre la question de Corée en ouvrant au totalitarisme de plus vastes horizons. Le projet de résolution affirme une fois de plus les principes de l'Organisation des Nations Unies; il ne faut pas abandonner ces principes, quelle que soit la difficulté de la voie que l'on choisit. Seule une atmosphère plus propice permettrait d'essayer de parvenir à des solutions d'une portée plus générale. Il estime qu'il est tout à fait normal de charger la Commission des Nations Unies d'observer les élections libres. Le représentant de l'Uruguay approuve la plupart des déclarations que vient de faire le représentant de l'Australie.

28. M. BAYULKEN (Turquie) constate avec regret que le principal objectif de l'Organisation des Nations Unies en Corée — la constitution d'un gouvernement unifié, indépendant et démocratique pour l'ensemble de la Corée — n'est pas encore atteint du fait que les autorités de la Corée du Nord n'ont pas modifié leur attitude et n'ont jusqu'à présent indiqué d'aucune manière qu'elles acceptaient les principes que les Nations Unies considèrent comme pouvant permettre quelque progrès dans la solution du problème. Il affirme de nouveau l'adhésion de son gouvernement aux principes formulés par les 16 puissances lors de la Conférence de Genève, en 1954, principes qui offrent toujours une base à une solution équitable de la question de Corée. Il est d'une importance vitale pour l'Organisation des Nations Unies de ne pas renoncer à ses objectifs en Corée. Si l'Organisation ne veut pas que les sacrifices héroïques du peuple coréen et des Etats Membres qui ont envoyé leurs jeunes soldats en Corée pour y défendre la cause de la liberté et de la sécurité aient été vains, elle ne doit pas se dérober à sa responsabilité: assurer l'unification pacifique de la Corée.

29. En ce qui concerne la Convention d'armistice, la violation par les autorités de la Corée du Nord des importantes dispositions de cet instrument est une question très grave, qui doit retenir l'attention de l'Assemblée générale. A ce propos, le Gouvernement turc désire rappeler le point de vue qu'il a exprimé à la dixième

session (790ème séance) au sujet de la détention illégale de membres du personnel militaire et civil des Nations Unies par la Chine communiste et les autorités de la Corée du Nord. Il souligne notamment l'inquiétude que lui inspire le sort des 166 soldats turcs portés disparus au cours des combats en Corée, au sujet desquels les autorités communistes n'ont encore fourni aucune explication.

30. Au sujet du rapport du Gouvernement de l'Inde sur le problème des anciens prisonniers de la guerre de Corée, la délégation turque est heureuse de constater que presque tous ces anciens prisonniers sont réinstallés grâce à la coopération des Gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de l'Inde.

31. La délégation turque votera en faveur du projet de résolution présenté par la délégation des Etats-Unis d'Amérique (A/C.1/L.158), ainsi que pour le projet de résolution présenté par les délégations de l'Equateur, du Salvador et du Venezuela, concernant la réinstallation des anciens prisonniers de guerre (A/C.1/L.159).

32. M. MEZINCESCU (Roumanie) regrette que la Commission ait adopté une fois de plus une attitude non réaliste en examinant la question de Corée en l'absence d'un représentant de la République populaire démocratique de Corée, sans la collaboration et l'accord de laquelle on ne peut parvenir à un règlement pacifique de la situation. Il prévient la Commission qu'elle encourage dangereusement certains milieux agressifs de la Corée du Sud en permettant qu'un représentant de ce gouvernement déclare devant la Première Commission que son gouvernement respecte scrupuleusement les buts et les principes des Nations Unies, alors que son pays pratique chez lui une politique différente et envisage d'envahir la Corée du Nord.

33. Faisant observer que le Gouvernement de la Corée du Sud a une armée de 650.000 hommes et qu'il consacre, à des fins militaires, 54 pour 100 de son budget, en plus des millions de dollars de l'aide américaine, le représentant de la Roumanie oppose à cette attitude celle du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, qui, en mai 1956, a réduit ses forces de 80.000 hommes et a solennellement proclamé qu'il n'emploierait pas son armée contre la Corée du Sud tant que ce pays ne lui déclarerait pas la guerre.

34. Les violations répétées de la Convention d'armistice par les Etats-Unis d'Amérique et la Corée du Sud ainsi que la suspension de l'activité des équipes d'inspection de la Commission neutre de contrôle constituent autant d'étapes dangereuses vers une rupture de la Convention d'armistice.

35. S'élevant contre le projet de résolution des Etats-Unis, qui réaffirme la politique utopique que l'on a suivie jusqu'ici, M. Mezincescu signale que l'unification de la Corée ne peut être réalisée que par un rapprochement entre les deux parties du pays qui, à l'heure actuelle, forment des Etats distincts. Il est absolument nécessaire que l'on procède sans retard au retrait de toutes les troupes étrangères de Corée, y compris les forces militaires des Etats-Unis et les détachements de volontaires chinois.

36. Comme il est très important que l'on parvienne à une solution du problème coréen, la délégation roumaine votera contre le projet de résolution des Etats-Unis et appuiera toute initiative qui serait fondée sur une vue réaliste de la situation.

37. M. SCHIFF (Pays-Bas) déclare que la décision prise par la Commission de commencer ses travaux par l'étude de la question de Corée indique parfaitement l'importance de la question et l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies n'a cessé d'attacher au sort de la Corée. Il rappelle que les Etats qui, en 1954, ont pris part à la Conférence politique sur la Corée au nom des Nations Unies ont formulé deux principes fondamentaux: premièrement, l'Organisation des Nations Unies est pleinement habilitée à participer aux efforts tentés en vue de régler la question coréenne; deuxièmement, l'établissement d'un Etat coréen libre et unifié doit être fondé sur des élections libres tenues sous le contrôle des Nations Unies. Si l'on ne réussit pas à atteindre ces objectifs, la faute n'en est pas à l'Organisation, qui aurait adopté une attitude trop rigide, mais sans aucun doute à l'autre partie, qui ne pense qu'à étendre à la Corée du Sud le régime de la Corée du Nord.

38. Devant cette situation, l'Organisation des Nations Unies n'a d'autre choix que de réaffirmer ses objectifs, de maintenir l'armistice, de poursuivre son œuvre d'assistance envers la République de Corée (qui progresse de façon fort satisfaisante), et, d'une façon générale, de continuer à assumer ses responsabilités vis-à-vis du peuple de Corée.

39. En conséquence, la délégation des Pays-Bas appuiera le projet de résolution des Etats-Unis. Elle appuiera également le projet de résolution présenté par les délégations de l'Equateur, du Salvador et du Venezuela, et relatif aux anciens prisonniers de guerre.

40. M. PEREZ PEREZ (Venezuela) estime que, bien que les autorités de la Corée du Nord se refusent à coopérer avec la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, il est parfaitement logique que l'Assemblée générale demande de nouveau que les obstacles placés sur le chemin des Nations Unies soient aplanis.

41. Même si l'on accepte les propositions visant à régler la question coréenne lors d'une conférence tenue en dehors des Nations Unies, M. Pérez Pérez est d'avis que toute discussion du problème devrait être fondée sur les principes définis en 1954 lors de la Conférence de Genève et réitérés par l'Assemblée générale.

42. La délégation du Venezuela appuiera donc le projet de résolution des Etats-Unis. D'autre part, elle souscrit entièrement aux sentiments qu'a exprimés le représentant du Salvador lorsqu'il a présenté le projet de résolution sur la question des anciens prisonniers de guerre (A/C.1/L.159), dont la délégation vénézuélienne est un des auteurs. Elle espère que la République de Corée sera bientôt admise à l'Organisation des Nations Unies.

43. M. DE GUIRINGAUD (France) réaffirme l'attachement de son gouvernement au principe, énoncé en 1954 à Genève, d'élections libres tenues de part et d'autre du 38ème parallèle sous la garantie d'un contrôle international. Le projet de résolution des Etats-Unis, que la délégation française appuie, constitue une étape modeste, mais réelle, vers le but désiré. La délégation française appuiera également le projet de résolution présenté par trois puissances et relatif au sort des anciens prisonniers de la guerre de Corée.

La séance est levée à 17 h. 55.